Info Marne

« Seul, on subit. Ensemble, on résiste. Organisés, on gagne ! »

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : Après le 5 novembre, ne rien lâcher face à la casse sociale ! 1
Châlons-en-Ch. : La CGT du Centre Hospitalier Léon Bourgeois réagit à l'article de l'Union sur l'audit de l'ANAP 2
Vitry-le-François : Les sapeurs-pompiers de la Marne se mobilisent face au manque d'effectifs 2
Mobilisations sociales en Europe : partout la colère s'exprime 3
Quand l'extrême-droite s'attaque au syndicalisme 3
Élections professionnelles 2026 : Trois rendez-vous majeurs pour défendre nos droits ! 3
Formation Syndicale 4

6 novembre 2026
#166

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr

Édito : Après le 5 novembre, ne rien lâcher face à la casse sociale !


Vitry-le-François, 5/11/26

La mobilisation du 5 novembre a été bien plus qu'une journée de contestation. Elle a constitué un puissant signal adressé au gouvernement pour lui dire que nous refusons de payer, une fois encore, le prix de choix budgétaires qui font peser l'essentiel des efforts sur les salariés, les agents publics, les retraités et les populations les plus fragiles.

Près de 4 100 manifestants dans la Marne, dans une ambiance sereine et festive, il y a longtemps que nous n'avions pas connu une telle mobilisation, la colère sociale est bien là.

Derrière les annonces budgétaires et les discours sur la maîtrise des dépenses publiques, c'est bien une nouvelle offensive sociale qui se prépare. Le gouvernement entend poursuivre sa politique de restriction à travers le Projet de Loi de Finances (PLF) et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2027. Moins de moyens pour les services publics, pression accrue sur les dépenses sociales, remise en cause des droits et de notre protection sociale. Ils ne changent pas de cap, ils veulent nous faire payer les conséquences de choix politiques dont ils sont les seuls responsables.

Face à cette casse sociale annoncée, la mobilisation du 5 novembre a ouvert une nouvelle séquence. Mais une journée d'action, aussi réussie soit-elle, ne suffira pas si elle reste sans lendemain. Nous devons désormais construire les suites, élargir le rassemblement, renforcer les convergences entre les entreprises et les services, afin de maintenir la pression dans le temps.

Cela suppose de porter des revendications claires, de multiplier les initiatives sur les lieux de travail, d'aller à la rencontre des salariés et des citoyens, mais aussi de préparer de nouveaux temps forts de mobilisation au moment des débats parlementaires sur le PLF et le PLFSS 2027.


Épernay, 5/11/26

Le gouvernement doit comprendre que la contestation ne disparaîtra pas, tant qu'il n'aura pas répondu aux revendications légitimes. Notre détermination doit rester intacte jusqu'à la victoire.

Parce que nos droits, nos services publics et notre modèle social ne sont pas négociables, la mobilisation doit continuer !

Philippe BENMANOU, secrétaire de l'Union Départementale CGT de la Marne


Châlons en Champagne, 5/11/26




Tinqueux, 5/11/26

Châlons-en-Champagne :

La CGT du Centre Hospitalier Léon Bourgeois réagit à l'article de l'Union sur l'audit de l'ANAP

L'audit de l'ANAP (Agence Nationale d'Appui à la Performance) commandé par l'ARS Grand Est (Agence Régionale de Santé) pour justifier la restructuration de l'hôpital Léon Bourgeois a fait l'objet d'un article tellement complaisant dans l'Union du 31 octobre que la CGT de l'établissement a décidé d'y répondre.

Derrière le jargon technocratique des « experts » de l'ANAP sur les prétendues « trajectoires de retour à l'équilibre » et « optimisations de processus », se dessine en réalité un projet d'une extrême violence : un plan d'austérité massif de 6,8 millions d'euros, dont les conséquences pèseront lourdement sur les agents et les usagers de l'hôpital. Suppressions de lits, suppressions de postes, regroupements de services imposés, fusions administratives, dénonciation des accords sur le temps de travail...

Voilà la feuille de route que l'ARS a commandée et qu'elle entend désormais faire appliquer. Or on ne peut pas demander toujours davantage aux agents, réduire les moyens, supprimer des lits et dégrader les conditions de travail tout en prétendant améliorer l'accès aux soins et préserver la qualité des prises en charge.

La santé des habitants de Châlons-en-Champagne ne peut pas être soumise aux algorithmes financiers. Les personnels ne doivent pas être sacrifiés pour éponger une dette artificielle, conséquence du désengagement de l'État envers l'hôpital public.

La CGT du Centre Hospitalier Léon Bourgeois refuse que le retour à l'équilibre financier se fasse au détriment des conditions de travail des personnels, de leurs droits et de la qualité du service rendu à la population. La CGT défend un hôpital public qui soigne, qui accueille et qui répond aux besoins de la population, et non un établissement réduit à une simple équation comptable.
(Lire l'article de l'Union du 31 octobre)
(Lire le communiqué de presse de la CGT)

Vitry-le-François : *Les sapeurs-pompiers de la Marne se mobilisent face au manque d'effectifs*

Un rassemblement de l'ensemble des agents du SDIS 51 (Service Départemental d'Incendie et de Secours) est prévu le vendredi 13 novembre 2026, devant la mairie de Vitry-le-François, de 9h à 11h, à l'appel des syndicats CGT SDIS 51 et du syndicat autonome 51.

Les syndicats entendent dénoncer une pénurie de personnel professionnel et volontaire qui dégrade les conditions d'intervention et la rapidité des secours dans le secteur.

Au cœur des préoccupations se trouve le manque criant de sapeurs-pompiers volontaires dans le secteur vitryat. Cette pénurie structurelle fragilise directement le centre de secours de Vitry-le-François, dont les effectifs professionnels sont déjà sous-dimensionnés. Conséquence directe sur le terrain : le centre se retrouve régulièrement dépouillé pour pallier les carences du secteur, entraînant un allongement des temps de réponse lors des interventions d'urgence et accroissant la pression sur les agents en place.

À travers cet appel aux personnels de tout le département, les organisations syndicales cherchent à afficher une solidarité sans faille envers les collègues de Vitry-le-François. Le rassemblement vise à interpeller la direction du SDIS et les élus locaux afin d'obtenir des mesures concrètes de recrutement de sapeurs pompiers professionnels, de fidélisation des volontaires pour garantir la continuité et la qualité du service public de secours.



Mobilisations sociales en Europe : *partout la colère s'exprime*

Salaires insuffisants, pouvoir d'achat en berne, crise du logement, services publics fragilisés : partout en Europe, la colère sociale s'exprime. Derrière des mobilisations différentes selon les pays, une même exigence se dessine : vivre dignement de son travail et construire un avenir plus juste.

L'Europe sociale est à un tournant. Depuis plusieurs années, les travailleurs, les jeunes, les retraités et les agents des services publics multiplient les grèves et les manifestations pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de vie.



En 2026, cette contestation reste particulièrement visible. Au premier trimestre, le Portugal, l'Italie, l'Espagne et la France figuraient parmi les pays ayant recensé le plus de grèves, selon les données compilées par Euronews. Les transports, l'éducation, la santé et les administrations publiques sont parmi les secteurs les plus touchés.

Ces mobilisations ne sont pas des événements isolés. Elles traduisent un malaise profond face à des politiques économiques qui, aux yeux de nombreux travailleurs, font peser l'essentiel des efforts sur les salariés et les ménages modestes, tandis que les inégalités persistent.

D'un pays à l'autre, les situations nationales diffèrent, mais les préoccupations se rejoignent : des salaires qui ne suivent pas le coût de la vie, des pensions insuffisantes, des emplois précaires, des conditions de travail dégradées et des services publics qui manquent de moyens.
(Lire l'article de Ghislain BRIDE dans l'Union des Travailleurs, mensuel de la CGT Grand-Est « Les peuples refusent de payer la facture des politiques d'austérité »)

Quand l'extrême-droite s'attaque au syndicalisme

Le 26 octobre dernier, Sébastien CHENU, un des plus hauts dirigeants du Rassemblement National, a annoncé vouloir couper les vivres à la CGT si jamais son parti accédait au pouvoir. Il reproche à Sophie BINET d'avoir osé marcher à Orléans contre le Congrès du RN.

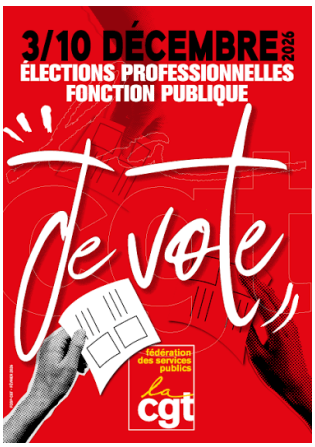
Une déclaration qui confirme que l'extrême-droite ne supporte pas l'organisation indépendante des travailleurs. L'histoire nous enseigne que le capitalisme en crise s'est toujours appuyé sur l'extrême-droite pour tenter de mettre au pas le monde du travail. En Italie, les Chemises noires de Mussolini incendiaient les bourses du travail, en Allemagne, les sections d'assaut de Hitler jetaient les dirigeants syndicaux en prison, en France sous Pétain, la CGT et la CFTC furent dissoutes dès l'automne 1940, et plus récemment Trump, Orban et Milei ont multiplié les initiatives contre les libertés syndicales.

Ce que ne supporte pas le RN en France, c'est que la CGT démonte méthodiquement son imposture sociale en soulignant notamment ses votes à l'Assemblée nationale : refus de l'augmentation du SMIC, rejet du gel des loyers, refus de taxer les superprofits… Pourtant dévoiler cette duplicité, c'est défendre concrètement les intérêts de ceux et celles qui travaillent et produisent les richesses.
(Lire l'article de la CGT du champagne : « le RN s'attaque à l'indépendance syndicale. »)

Elections professionnelles 2026 : *Trois rendez-vous majeurs pour défendre nos droits !*

Cette fin d'année 2026 sera marquée par trois échéances électorales importantes : les élections professionnelles dans les trois versants de la fonction publique, celles du conseil d'administration de la CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales) et celles des représentants des locataires dans les organismes de logement social. Trois scrutins différents, mais un même enjeu : faire entendre la voix des salariés, des agents publics, des retraités et des locataires !

FONCTION PUBLIQUE : DÉFENDRE LES AGENTS ET LES SERVICES PUBLICS



En décembre, près de 5,8 millions d'agents des fonctions publiques d'état, territoriale et hospitalière sont appelés à renouveler leurs représentants du personnel, avec une date de référence fixée au 10 décembre 2026.

Ces élections interviennent dans un contexte de dégradation des conditions de travail, de manque

d'effectifs, de perte de pouvoir d'achat et de difficultés croissantes rencontrées par les services publics. Pour les quatre prochaines années, les représentants élus auront un rôle essentiel dans la défense des droits individuels et collectifs des agents. Salaires, emplois, conditions de travail, carrières et défense du statut : autant d'enjeux au cœur de ces élections professionnelles.

CNRACL : DÉFENDRE NOTRE SYSTÈME DE RETRAITE

Du 23 novembre au 10 décembre 2026, les fonctionnaires territoriaux et hospitaliers affiliés à la CNRACL, actifs comme retraités, seront également appelés à élire leurs représentants au conseil d'administration de leur caisse de retraite.

Alors que les réformes des retraites se succèdent et que les inquiétudes concernant le financement du régime s'accumulent, cette élection sera déterminante.

La CGT réaffirme son attachement à un système de retraite solidaire, garantissant à tous et toutes le droit à une pension permettant de vivre dignement. Défendre la CNRACL c'est défendre les droits à la retraite des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers.

LOGEMENT SOCIAL : AVEC L'INDECOSA CGT, DÉFENDRE LES LOCATAIRES

Du 15 novembre au 15 décembre 2026, les locataires du parc social seront appelés à élire leurs représentants au sein des conseils d'administration ou de surveillance des organismes HLM. Face à la hausse des loyers, des charges et du coût de l'énergie, ces élections constituent un rendez-vous essentiel pour défendre le pouvoir d'achat et les conditions de logement des familles.



L'INDECOSA-CGT, association de défense des consommateurs créée par la CGT, participe à ces élections pour porter les revendications des locataires. Entretien et rénovation des logements, maîtrise des charges, transparence des décisions et amélioration du cadre de vie : autant de sujets sur lesquels les représentants des locataires peuvent intervenir. Avec l'INDECOSA-CGT, c'est la défense du droit à un logement digne, accessible et de qualité qui s'exprime.

Trois scrutins, un même enjeu : la défense de nos droits collectifs !

Qu'il s'agisse du travail, de la retraite ou du logement, ces élections constituent des moments incontournables de la démocratie sociale. Pour l'Union départementale CGT de la Marne, ces échéances rappellent l'importance de l'engagement collectif et de la représentation des salariés, des agents publics, des retraités et des locataires.

Formation Syndicale

Le calendrier des formations CGT organisées dans la Marne est disponible. Téléchargez-le en cliquant ici.

De nombreuses formations sont proposées aux syndiqué-e-s, aux élu-e-s et aux militant-e-s afin de renforcer leurs connaissances, leurs compétences et leur capacité à agir sur le terrain.

La formation syndicale est un droit, mais aussi une nécessité. Elle permet de mieux connaitre nos droits, de maitriser les outils syndicaux, de construire nos revendications et de faire vivre notre organisation au quotidien.

Dans un contexte où les droits des salariés sont sans cesse remis en cause, il est essentiel que chaque camarade puisse se former pour être mieux armé face aux employeurs et défendre efficacement les intérêts des travailleuses et travailleurs.

La CGT se construit aussi par la formation de ses syndiqué-e-s et militant-e-s.

